

# La droite remporte les élections législatives en Norvège

Corinne Deloy

Résultats

Les forces de droite ont remporté les élections législatives qui se sont déroulées en Norvège le 9 septembre. Le Parti conservateur (H), présidé par l'ancienne ministre des Affaires locales et du Développement régional (2001-2005), Erna Solberg, a recueilli 26,8% des suffrages et remporté 48 sièges (+ 18 par rapport aux précédentes élections législatives du 14 septembre 2009). Le Parti du progrès (FrP), parti populiste dirigé par Siv Jensen, a obtenu 16,4% des voix et 29 sièges (- 12). Le Parti chrétien-populaire (KrF) de Knut Arild Hareide a recueilli 5,6% des suffrages et remporté 10 sièges (=) ; le Parti libéral (V), présidé par Trine Skei Grande, a remporté 5,2% des voix et 9 sièges (+ 7).

Ensemble, les forces de droite ont donc obtenu 54% des voix et 96 des 169 sièges du Storting, chambre unique du Storting (Parlement).

Le Parti travailliste (DNA), dirigé par le Premier ministre sortant Jens Stoltenberg, peut se réjouir d'avoir conservé sa place de premier parti du pays. Il a recueilli 30,8% des suffrages et obtenu 55 sièges (- 9). Le Parti du centre (Sp), parti membre de la coalition gouvernementale sortant, dirigé par la ministre des Affaires locales Liv Signe Navarsete, a obtenu 5,5% des voix et 10 sièges (- 1) et le Parti socialiste de gauche

(SV), également membre du gouvernement sortant et présidé par le ministre de l'Enfance, de l'Égalité et de l'Insertion sociale, Audun Lysbakken, a recueilli 4,1% des suffrages et 7 sièges (- 4).

Le dernier siège est revenu au Parti vert (MDG) qui a remporté 2,8% des voix.

La participation s'est élevée à 71,4%, soit -5 points par rapport au scrutin législatif du 14 septembre 2009.

## Résultats des élections législatives du 9 septembre 2013 en Norvège

Participation : 71,4%

Partis politiques	Nombre des voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti travailliste (DNA)	869 279	30,8	55
Parti conservateur (H)	755 567	26,8	48
Parti du progrès (FrP)	460 869	16,4	29
Parti chrétien-populaire (KrF)	157 705	5,6	10
Parti du centre (Sp)	154 588	5,5	10
Parti libéral (V)	146 997	5,2	9
Parti socialiste de gauche (SV)	114 987	4,1	7
Parti vert (MDG)	78 224	2,8	1
Autres	79 621	2,7	0

Source : <http://www.valgresultat.no/bss.html>

La dirigeante du Parti conservateur Erna Solberg a qualifié le résultat des forces de droite de « victoire électorale historique » et s'est engagée à « donner un

nouveau gouvernement à la Norvège ». « Les électeurs nous ont donné un mandat pour mettre en œuvre une nouvelle politique : de meilleures écoles, de meilleures

*routes et une amélioration de la compétitivité pour s'assurer que la Norvège conserve son Etat-providence » a-t-elle déclaré. « C'est un résultat historique. Pour la première fois depuis 24 ans, la Norvège va se doter d'un Premier ministre conservateur » a indiqué Jan Tore Sanner, président du groupe conservateur au Storting.*

Erna Solberg a répété durant la campagne électorale qu'elle souhaitait former un gouvernement avec les 4 partis de droite. Elle va donc débiter les négociations avec le Parti du progrès, le Parti chrétien populaire et le Parti libéral. Les deux derniers partis ne semblent cependant pas disposés à accepter une alliance avec le parti du progrès. Trine Skei Grande (V) et Knut Arild Hareide (KrF) ont même mis en garde contre un gouvernement formé par les seuls partis conservateur et du progrès dans le quotidien *Dagsavisen*. Les deux partis ont présenté une liste de 15 mesures qu'ils souhaitaient voir appliquer en cas de victoire de la droite et précisé que le Parti du progrès s'oppose à 11 de ces 15 mesures (le refus de l'exploitation des hydrocarbures sur les îles (protégées) de Lofoten, Vesteraalen et Senja, la mise en place de taxes en faveur de l'environnement et une politique d'asile plus humaine, entre autres).

Erna Solberg pourrait diriger un gouvernement minoritaire avec le seul Parti du progrès, une situation fréquente en Norvège, pays dont le parlement possède la particularité - unique en Europe - de ne pouvoir être dissous. Ce gouvernement pourrait bénéficier du soutien parlementaire des Partis libéral et chrétien-populaire.

Les conservateurs ont promis des baisses d'impôts et la privatisation de certains services publics. Le parti d'Erna Solberg s'oppose à celui de Siv Jensen sur la règle des 4% (*handlingsregelen*) qui interdit au gouvernement en exercice de puiser plus de 4% par an de la valeur du fonds souverain du pays, le plus important au monde (environ 550 milliards €). Les populistes proposent de puiser davantage dans les réserves du pays pour investir dans les infrastructures. Les analystes politiques estiment toutefois que les deux partis de droite devraient réussir à se mettre d'accord sur une interprétation plus souple de la règle des 4%. Le futur gouvernement sera une coalition inédite dans l'histoire de la Norvège.

La probable accession au pouvoir du Parti du progrès est une victoire en trompe l'œil pour les populistes. En effet, le parti a enregistré un net recul par rapport aux élections de septembre 2009 (- 12 sièges), reculant de la 2e à la 3e place et désormais devancé par les conservateurs. Son résultat révèle moins une percée du populisme qu'il ne témoigne de la volonté de changement des Norvégiens. « *Le Parti du progrès est devenu plus fréquentable* » a souligné Bernt Aardal, politologue à l'université d'Oslo. « *Jusqu'à présent, le Parti du progrès n'a jamais pu gouverner car il était isolé. Personne ne voulait former de coalition avec lui. Mais sa dirigeante Siv Jensen a fait quelques concessions, en insistant moins, par exemple, sur ses positions anti-immigration. Les conservateurs savent que leur leader va devenir Premier ministre. Ils ont plus de poids et sont prêts à travailler avec cette extrême droite modérée* » a indiqué Johannes Berg de l'Institut de recherches sociales d'Oslo. « *Dans les années 1990, le Parti du progrès avait suscité un tollé en demandant un calcul du coût de l'immigration, estimant que l'Etat-providence en pâtissait. Cela ne choque plus et une commission officielle a été chargée du calcul. Sur ce point-là au moins, le parti l'a emporté* » a indiqué Kristin Clemet, responsable du think tank Civita. En effet, au cours de la campagne électorale, toutes les partis politiques ont mis en avant la nécessité de mettre en place une politique d'immigration « plus responsable ».

« *Quasiment personne n'est parvenu en Norvège à remporter les élections législatives trois fois de suite. Nous pouvons dire que la tâche était trop difficile* » a déclaré le Premier ministre sortant Jens Stoltenberg qui a reconnu sa défaite à l'annonce des résultats. Le Parti travailliste a manifestement été victime de l'usure du pouvoir après 8 années à la tête du pays, un record de longévité en Norvège. « *Peu de gens s'en prennent à la politique menée par les travaillistes car l'économie va bien. Mais les Norvégiens ont juste envie de changer* » a affirmé Johannes Berg.

« *La vague de sympathie dont les travaillistes ont bénéficié après les attentats du 22 juillet 2011 est retombée. Même si les indicateurs économiques sont bons, les électeurs sont las de leurs gouvernants au pouvoir depuis 8 ans. Ils souhaitent de nouveaux visages, une politique un peu différente* » a analysé Bernt Aardal. « *Les attentats*

*du 22 juillet 2011 perpétrés par Anders Behring Breivik ont été quasiment absents de la campagne électorale qui a été essentiellement centrée sur les questions sociales, la santé, l'éducation, la fiscalité et les transports. Les attentats du 22 juillet 2011 s'estompent. Nous vivons avec eux mais nous voulons passer à autre chose. Pour les partis aussi, un retour à la normale était important, pour ne pas donner à Anders Behring Breivik, du fond de sa prison, la satisfaction d'apparaître dans la campagne » a encore déclaré le politologue.*

Erna Solberg sera donc la prochaine Premier ministre du royaume de Norvège. En cette année 2013 où Oslo fête le 100e anniversaire du droit de vote des femmes, elle sera la 2e femme du pays à exercer cette fonction après Gro Harlem Brundtland (DNA), surnommée la mère de la nation, Premier ministre de 1981 à 1989 puis de 1990 à 1996. Agée de 52 ans, Erna Solberg est née à Bergen et est

diplômée de science politique et d'économie de l'université de cette ville. Elue au Storting en 1989, elle est devenue en 2001 ministre des Affaires locales et du Développement régional dans le gouvernement dirigé par Kjell Magne Bondevik (2001-2005). Surnommée *Jern-Erna* (Erna de fer), cette admiratrice de la chancelière allemande (« *Angela Merkel est une femme talentueuse, un modèle* » a déclaré Erna Solberg) a, au cours des dernières années, modernisé le parti qu'elle dirige depuis 2004. « *Erna Solberg a transformé le parti conservateur qui avait l'habitude d'avoir un discours très idéologique sur les marchés financiers. Elle a fait du parti formé par l'élite d'Oslo un parti axé sur l'ouest de la Norvège où se situe la grande industrie du pays* » a indiqué l'analyste politique Frithjof Jacobsen. Erna Solberg a indiqué que l'éducation, l'amélioration de l'accès aux soins de santé et l'investissement dans les infrastructures constitueraient les priorités de son gouvernement.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.